



Conférence Internationale
Sous le thème
« Finance Verte Inclusive »

Allocution d'ouverture de Monsieur Abdellatif JOUAHRI

Wali de Bank Al-Maghrib

30 Octobre 2019



**Mesdames, Messieurs,
Honorable assistance,
Chers amis et collègues,**

Je suis heureux de vous accueillir à Rabat à l'occasion de la conférence que nous co-organisons avec l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) sur la finance verte.

Je tiens, tout d'abord, à remercier nos partenaires l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) et le Réseau des Banques Centrales et des Superviseurs pour le Verdissement du Système Financier (le NGFS) pour leur précieuse contribution à l'organisation de cet événement au Maroc.

Mes remerciements vont également à l'ensemble des participants et intervenants qui ont fait le déplacement pour prendre part à cette conférence et je me réjouis de voir que tous les continents sont aujourd'hui représentés à travers une quarantaine de pays.

Cette conférence a été précédée par un séminaire de 2 jours destiné aux membres de l'AFI qui a porté sur la finance verte inclusive et a bénéficié à une cinquantaine de participants.

Notre rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans l'agenda des événements organisés par Bank Al-Maghrib dans le cadre de la célébration de son soixantième anniversaire et intervient à quelques semaines de la 25ème Conférence des parties sur le climat qui se tiendra cette année au Chili.

Récemment, les Nations Unies, le FMI et d'autres institutions internationales ont insisté dans un rapport sur le « Financement du développement durable » sur l'urgence d'aligner les systèmes financiers aux plans national et international, sur les enjeux du développement durable, sans quoi les engagements pris pour la lutte contre le changement climatique et l'éradication de la pauvreté à horizon 2030 ne pourront pas être tenus.



Consciente des enjeux du changement climatique et des bénéfices de l'inclusion financière en tant que facteur d'efficacité économique et d'équité sociale, l'AFI a joint sa voix à celle des organisations internationales en inscrivant cette thématique parmi les orientations de son réseau.

Mesdames et Messieurs,

Cette conférence fait la jonction entre deux des préoccupations les plus pressantes auxquelles sont confrontés les pays émergents et en développement, à savoir l'inclusion financière et le changement climatique.

Le réchauffement climatique est sans équivoque et sans précédent et il est aujourd'hui admis que notre planète et ses écosystèmes subiront des conséquences irréversibles si des mesures ne sont pas rapidement prises pour le circonscrire en deçà du seuil convenu au niveau de l'Accord de Paris.

Il est tout aussi admis que ce réchauffement menace davantage les populations déjà fragilisées par la pauvreté, l'accès limité à l'eau et à l'électricité et par l'exclusion financière.

L'ampleur de la menace est encore plus intense pour le continent africain, qui est le plus exposé aux effets du changement climatique et qui présente les taux d'inclusion financière parmi les plus bas au monde avec une moyenne estimée aux alentours de 40% par le dernier Global Findex.

Mesdames et Messieurs,

Les risques liés au changement climatique, qu'ils soient physiques, générés par les événements climatiques extrêmes, ou de transition, induits par la mutation vers des modèles économiques à bas carbone, sont complexes à appréhender et à mesurer.



Cette complexité est accentuée en l'absence d'un langage ou d'une taxonomie commune permettant de distinguer les actifs verts et bruns, d'un manque de données suffisamment granulaires et d'outils d'évaluation de ces risques, dont la nature est certaine mais dont l'ampleur et les impacts sur le secteur financier restent mal cernés.

Appréhender la problématique du changement climatique, de l'angle des banques centrales et des superviseurs que nous sommes, implique de comprendre les changements structurels qui vont devoir affecter le système financier et plus largement l'économie et qui vont nous interpeller au niveau de la conduite de nos missions fondamentales, tant en matière de stabilité des prix, de stabilité financière que d'inclusion financière.

Le renforcement de nos capacités en la matière, la coopération et le partage de connaissances à l'échelle nationale, régionale et internationale, sont en ce sens essentiels.

A cet égard, le NGFS, réseau des banques centrales et superviseurs pour le verdissement du système financier, créé en décembre 2017 par huit banques centrales à l'occasion du « One Planet Summit » tenu à Paris, est une initiative que je tiens tout particulièrement à saluer.

Conçu comme une plateforme d'échange entre les pairs à l'échelle mondiale, ce réseau auquel a adhéré très tôt Bank Al-Maghrib, vise à faciliter la contribution du secteur financier à la réalisation de l'Accord de Paris et le développement, par la communauté financière, de pratiques appropriées de gestion des risques liés au climat et à l'environnement.

Depuis sa création, la dynamique d'adhésion à ce réseau n'a cessé de s'accélérer traduisant une prise de conscience grandissante des autorités financières de l'urgence de leur action. Le NGFS compte aujourd'hui 46 membres engagés volontairement à appuyer et accompagner la finance verte. Ce mouvement a également suscité l'intérêt des organismes normalisateurs internationaux, en particulier le



Comité de Bâle qui l'a récemment rejoint et d'autres qui ont fait part de leur volonté de lui emboîter le pas.

Bank Al-Maghrib a saisi cette opportunité pour impulser le dialogue avec les pouvoirs publics et les autres régulateurs au niveau national et avec ses homologues à l'échelle africaine à l'effet de construire, ensemble, les contours d'une coopération active sur le sujet de la finance verte et de la résilience climatique.

Je me réjouis de voir que certaines des banques centrales africaines que nous avons approchées ont affirmé leur volonté de se joindre au mouvement et comptons également sur l'implantation des groupes bancaires marocains dans 27 pays d'Afrique pour le déploiement, au niveau continental, de politiques financières vertes convergentes.

Mesdames et Messieurs,

Au Maroc, les initiatives en faveur du verdissement du système financier ont d'abord été individuelles et éparses avant d'être fédérées à travers l'adoption d'une feuille de route nationale engageant les acteurs publics et privés concernés, il y a maintenant, de cela 3 ans, à l'occasion de la Cop22 à Marrakech.

Parmi les principales réalisations qui s'en sont suivies, je citerai :

- le développement de quelques offres de financements verts par le secteur bancaire dont la plupart sont adossées à des lignes de financement bilatérales et multilatérales,
- l'émission de premières obligations vertes ou encore
- la mise en place par la Bourse de Casablanca d'un indice de référence mesurant les performances des cours d'entreprises responsables au plan environnemental, social et de bonne gouvernance.

Pour accélérer la prise en compte des enjeux climatiques par le secteur bancaire, Bank Al-Maghrib travaille actuellement à l'élaboration d'une



directive réglementaire énonçant nos attentes dans ce domaine en tant que régulateur. Nous nous apprêtons également à lancer, avec nos partenaires concernés une étude nationale sur les risques climatiques au Maroc avec l'accompagnement d'experts internationaux.

Ceci étant, nous sommes encore au tout début d'un long processus et le chemin à parcourir reste encore très long pour commencer à réaliser des progrès significatifs dans la transition vers une économie plus résiliente et à bas carbone.

Cette année, le Maroc a adopté un Plan Climat National à horizon 2030 qui vise à assurer l'adaptation des secteurs les plus touchés, à savoir l'eau, l'agriculture et la pêche, ainsi que l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre principalement par les secteurs de la production d'électricité, du transport et de l'agriculture.

La mise en œuvre de ce plan nécessite des investissements considérables qui requièrent un partage des financements et des risques entre les secteurs publics et privés ainsi que les bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Elle exige par ailleurs, outre le recours au budget de l'Etat, un dispositif fiscal adapté, des produits de garantie ou encore des instruments de financement innovants tels que les fonds verts et les partenariats publics-privés.

Mesdames et Messieurs,

Une finance qui serait à la fois verte et inclusive trouve aujourd'hui tout son sens. Elle est même existentielle.

Partant de ce constat, les membres de l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI) ont conclu en 2017, un accord sur l'Inclusion Financière, le Changement Climatique et la Finance Climat à Sharm El Sheikh qui a été décliné en plan d'action l'année suivante.



Permettez-moi, à ce sujet, de partager avec vous quelques initiatives prises au Maroc qui allient finance verte et inclusion financière.

Ces initiatives entrent dans le cadre d'une politique plus globale d'inclusion financière que Bank Al-Maghrib mène depuis une quinzaine d'années en coordination avec les parties concernées.

Cette politique a œuvré au développement de produits financiers adaptés, à l'augmentation des points d'accès, la mise en place d'infrastructures d'information financière, l'amélioration de la relation banques/clients et la promotion de l'éducation financière des populations ciblées.

Dans ce sillage, le récent démarrage de la finance conforme à la Shariaa et du paiement mobile est venu élargir l'offre de produits et devrait contribuer à inclure une clientèle jusque-là peu ou pas desservie.

Pour dynamiser et fédérer davantage les efforts dans ce domaine, une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière a été finalisée et adoptée en début 2019. Elle prévoit d'accélérer la mise en œuvre de nombreuses réformes relatives entre autres aux services financiers digitaux, la microfinance, l'assurance inclusive et le financement collaboratif et visant par priorité la jeunesse, la femme et le monde rural.

Cette stratégie a tout naturellement amené au développement de premières solutions financières à dimension verte ciblant les petits agriculteurs et la TPME.

Il s'agit notamment de la mise en place d'une offre de financement, bénéficiant du soutien de l'Etat, dédiée aux petites et moyennes exploitations agricoles n'ayant pas accès au crédit bancaire en raison de leur fragilité économique. L'un des objectifs étant de permettre à cette population qui représente 70% du tissu agricole marocain, l'adoption de pratiques agricoles résilientes au changement climatique.



Une offre assurancielle a été également mise en place pour couvrir les pertes subies par les agriculteurs induites par les sinistres liés au climat. Plus largement, un fonds de solidarité contre les événements catastrophiques est en phase d'opérationnalisation, pour l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles. Outre le soutien financier de l'Etat, il devrait être alimenté par une taxe parafiscale dédiée.

S'agissant de la TPME, l'institution publique de garantie des crédits a récemment intégré la dimension verte dans son offre en adoptant un système incitatif consistant à améliorer ses conditions d'intervention pour les crédits destinés aux entreprises opérant dans l'économie verte. Elle a par ailleurs, mis au point une offre de financement ciblant les projets verts.

Ces initiatives de portée encore limitée, doivent être renforcées et complétées par d'autres mécanismes pour répondre à l'ampleur des besoins.

En cela, la Microfinance a un rôle déterminant à jouer dans l'orientation de la clientèle de la micro-entreprise et des TPE vers des projets résilients et leur financement.

Le digital constitue également une opportunité pour accélérer une inclusion financière à bas coût, contribuant à la résilience des populations y compris face au climat. Il faudra veiller néanmoins à ce que les infrastructures sous-jacentes puissent l'énergie qui leur est nécessaire de sources propres.

Je souhaiterais aussi mettre l'accent sur l'importance de renforcer et d'élargir la portée des actions d'éducation financière pour susciter une prise de conscience à grande échelle et promouvoir des comportements responsables et résilients au regard des défis climatiques et environnementaux ainsi qu'à ceux de l'Inclusion Financière.

Consciente de cet impératif, Bank Al-Maghrib a mis en place une Fondation de l'Education Financière depuis 2013 qui en est à son 2^{ème}



plan stratégique et qui doit à travers notamment la formation des formateurs, contribuer efficacement à cet objectif.

Mesdames et Messieurs,

Le programme de cette conférence va permettre un large partage d'expérience.

L'intervention de panélistes de qualité ne manquera pas de fournir un éclairage sur les enjeux qui s'imposent à nous et d'enrichir à la fois les débats et les réponses appropriées.

En restant persuadé que cette conférence sera couronnée de succès, je vous souhaite un agréable séjour dans notre pays.